



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE

Paris, le 24 mars 05

Groupement enseignement général

Capitaine de frégate (allemand)
Michael Schwede
D6

Fiche de géopolitique

OBJET : sujet n° 3 / la construction européenne vous semble-t-elle évoluer vers une Europe puissance ?

1 Introduction : l'avenir de l'Europe

Après l'élargissement récent de l'Union Européenne (UE), en suivant les discussions qui ont accompagné la réalisation de la constitution européenne et celles qui se déroulent aujourd'hui, on peut constater que la question de l'avenir de l'ancien continent n'est pas encore décidée.

En étant d'accord que le processus de l'intégration doit être poursuivi, les dirigeants européens ont évidemment des visions encore différentes. Particulièrement le grade d'intégration politique reste ouvert. Les pôles sont : l'Europe fédéral d'un côté et une confédération de l'autre côté. La réalité va se trouver sur un point sur cette dimension. C'est le lieu de ce point, qui fixera la possibilité d'Europe de devenir une puissance dans un sens large du mot.

2 Les dimensions de la puissance européenne possible

Une vraie puissance géopolitique, c'est un acteur international qui dispose d'un poids politique reconnu par les autres acteurs (des états ou des organisations interétatiques). Ce poids politique doit se montrer sur plusieurs domaines : l'économie, les sciences et la technologie, le potentiel démographique, la capacité d'agir (y compris la capacité d'intervenir sur l'échelle mondiale avec des forces armées).

Quels sont les moyens et les potentiels de l'Europe dans ces domaines ? Quoi serait nécessaire à faire pour devenir une puissance reconnue ?

2.1 L'économie

L'UE est incontestablement un des puissances économique du monde.

Quatre sur sept pays des G7 font membre d'elle. Les 15 membres anciens et même les 10 nouveaux partenaires font parties des pays les plus riches du monde (mesurer en PSI par citoyen ou d'autres indicateurs). Les bilans commerciaux face aux autres puissances économiques (les Etats-Unis, la Chine etc.) sont positifs, l'Europe est le partenaire économique le plus important des pays émergents (la Chine, l'Inde, le Brésil).

Mais cet image de richesse et puissance actuelle ne doit pas cacher les problèmes qui sont déjà en train d'affaiblir et qui vont affaiblir d'une manière plus forte la position européenne dans l'économie mondiale.

Face aux concurrents internationaux, particulièrement aux pays émergents, l'Europe perd de plus en plus de terrain. Les taux de chômage aux grands pays européen (la France, l'Allemagne) sont des indicateurs, dont on ne peut sous-estimer la gravité. Et ce ne sont pas les emplois de mains d'œuvre qui disparaissent de plus en plus. Ce sont aussi des travaux aux technologies de pointe qui sont fournis aujourd'hui en même qualité mais beaucoup moins cher à l'extérieure (en Inde).

Les systèmes sociaux sont devenus trop cher pour la majorité des pays membre de l'UE. Mais face aux citoyens, qui ne veulent pas renoncer aux privilèges, les réformes sont difficiles et lentes.

En même temps l'intégration des économies des nouveaux membres, dont la plupart ont fait partie de l'ancien système communiste, coûte cher.

Comme résumée, on peut constater que l'Europe est une véritable puissance économique. Mais si elle va pouvoir garder sa place par rapport aux autres joueurs mondiaux, ça dépendra de sa capacité de gérer la réorganisation fondamentale de ses systèmes économiques et sociaux. (Puisque les dirigeants européens préfèrent d'ajouter des nouveaux problèmes que gérer les actuels (élargissements, adhésion de la Turquie) on peut en être pessimiste).

2.2 Les sciences et la technologie

A cause du temps et d'espace disponible pour cette fiche, il doit suffire de constater, que la position actuelle et l'avenir prévisible sur ce domaine-là est comparable à cette sur le domaine économique.

De plus en plus la position forte européenne est contestée par des chercheurs et des entreprises américaines et asiatiques. C'est valable particulièrement dans des technologies modernes (l'informatique, la génétique). Les annuelles décernations des prix « Nobel » dont parlent incontestablement. Mais pour une économie qui ne dispose pas des propres ressources naturelles (pétroles, minéraux) il est indispensable d'être et de rester un des leaders sur le plan technologique.

L'UE doit créer un environnement plus favorable, bénéficiaire et avec beaucoup moins des règlements et obstacles pour des chercheurs et des entreprises pour ne pas perdre le contact aux meilleurs concurrents dans ce domaine-là.

2.3 Le potentiel démographique

Les sociétés européennes vieillissent. Ce constat est bien connu.

Mais les gouvernements européens ont des problèmes à trouver des solutions pour faire changer ce développement. Des idées existent, mais elles sont jugées comme trop chers, trop idéalistes - ou tous les deux.

Il est évident que le problème lui-même et n'importe quelle solution pensable sont fortement liés aux aspects économiques déjà mentionnés. Mais une réduction de la population d'une société ne mets pas seulement ses systèmes sociaux en danger. Elle perd aussi de réservoir des idées, de la réactivité et de la souplesse.¹

Une immigration dirigée peut en aider. Mais il y en a plusieurs aspects qui sont difficilement à prévoir et à gérer. La question de l'identité européenne est touchée par

¹ Il est vrai : il existent des « sociétés de niche » couronnées de succès (le Singapour, le Luxembourg) – mais tout l'Europe est quand même trop grand pour suivre leur exemple.

cette discussion, provoquant la question s'il existe plus qu'une identité européenne déclarative².

L'UE doit alors trouver une possibilité de encourager ses citoyens d'avoirs plus d'enfants sans surcharger ses budgets. En même temps elle doit gérer une immigration enrichissant sans perdre sa propre identité. (Voyant les activités actuelles sur ce domaine-là, on peut en être pessimiste aussi.)

2.4 La capacité d'agir

Sur un plan technique, ce sont les moyens de défense qui donnent la capacité de décider librement et sans pression extérieure. Ils assurent aussi la possibilité d'agir et – si nécessaire : d'intervenir.

L'UE a du accepter que ses moyens sont assez limités. Même sur son propre continent, elle a eu de mal à agir tout seule (La Bosnie, Le Kosovo), le soutien américain était indispensable – aux moins pour les opérations initiales et de haute intensité.

On a appris que la vision d'une seule monde dont on aurait la possibilité de gagner la dividende de paix va rester ce qu'elle était : une vision.

Face à ce retour d'expérience douloureux, ayant déjà réduit les budgets de défense considérablement et étant obligé d'accepter les restrictions budgétaires, les états européens ont tiré leurs conclusions et pris leurs décisions. Le processus de transformation est lancé dans presque tous les pays membre. L'objectif, ce sont des forces armées modernes, inter-opérables, projetables et – payables.

Pour atteindre cet objectif-là, il faudrait que les pays n'agissent pas chacun « dans son propre jardin ». Une vraie concertation européenne serait nécessaire (incluant d'une manière régulière plus que deux à quatre partenaire changeant).

Bien qu'il y ait plusieurs exemples d'une intégration européenne (Eurocorps) et des projets communs (A400M, Tigre), l'Europe est encore loin d'une vraie coopération sur le domaine de défense. A cause de ça, il lui manque les moyens nécessaires pour soutenir sa politique de l'extérieur en discutant avec des interlocuteurs « moins coopératifs ».

Plus important que les moyens eux-mêmes, c'est la volonté de s'en servir. Dans le cas d'Europe ça considère évidemment comme une évidence qu'il existe une volonté commune.

Bien que les tentatives soient visibles sur le niveau européen de créer cette volonté commune (haut représentant X. Solana) une vraie position européenne dans la politique de l'extérieur n'existe pas encore. Les positions propres à chaque état membre restent un obstacle majeur ce qui ont montré douloureusement les discussions intra-européennes concernant la dernière guerre en Irak.

Les positions des pays du deuxième rang (Italie, Espagne, futur membre Pologne) ont été fondamentalement différents que celle des « pays moteurs », la France et l'Allemagne (accompagnés par plusieurs « petits » pays). La discussion a montré – à coté des différences directement liées au Irak – que ces premiers pays redoutent et n'acceptent pas une « hégémonie » franco-allemande³.

Des intérêts particuliers et une sorte d'envie causent alors que les Européens ont des difficultés à trouver et suivre une vraie politique de l'extérieur commune. Ils ne veulent évidemment pas renoncer à leur propre souveraineté. Ce constat est un petit peu paradoxal, parce que ils en ont déjà renoncé sur plusieurs domaines qui ont beaucoup plus d'influence sur la vie quotidienne des citoyens. On peut estimer qu'il est la valeur symbolique de la politique de l'extérieur et de la défense qui fait agir les états membre comme ils agissent.

Les états membres de l'UE doivent alors définir des intérêts européens, qui sont communs aux tous et qui sont supérieure aux intérêts particuliers propre à un ou deux des états⁴.

Sans une telle concertation, l'Europe resterait divisé, peu jugeable et des partenaires ne pourraient pas vraiment compter sur elle. Le poids politique de l'UE resterait paradoxalement beaucoup moins grand que le totale des poids des pays membre.

² Ça veut dire : est-ce qu'on est Européen seulement en le déclarant ou faut-il qu'il y ait encore d'autres aspects ? Par exemple une éducation ou socialisation occidentale liée aux idées constituants et aux valeurs communs.

³ Des propos du Président de la République française vis-à-vis les polonais ont été fortement critiqués par les autorités polonais.

⁴ Ca veut dire qu'un état devrait renoncer à suivre des intérêts qui ne sont pas compatible aux intérêts communs.

3 Conclusion et réponse

La construction européenne, évolue-t-elle vers une Europe puissance ?

Pour devenir une vraie puissance, l'UE devrait réussir à résoudre plusieurs problèmes dans plusieurs domaines politiques.

Elle devrait gérer la réorganisation fondamentale de ses systèmes économiques et sociaux des états membre et communs. Elle devrait créer un environnement plus favorable pour le développement scientifique. Elle devrait résoudre la problématique démographique. Et – le plus important – elle devrait créer ou reconnaître ses propres intérêts communs.

La volonté des dirigeants européens de suivre ce chemin à la puissance est visible, mais seulement partiellement. Les intérêts particuliers sont encore trop forts : le premier obstacle.

En même temps, l'UE a commencé de s'adonner à une logique d'élargissement. Elle « achète » des nouveaux problèmes sans avoir résolu les anciens. Cette logique empêche la solution des grands problèmes mentionnés et elle empêche logiquement que l'UE devienne une puissance un moyen terme.

C'est la paradoxe de l'Europe : le plus grande elle devient, le moins puissant elle reste.